

Quel rôle des syndicats dans une perspective éco socialiste ?

Didier Malvaux (Sud rail) :

Revient sur la difficile compatibilité entre écologie et maintien de l'emploi, le mouvement écolo étant depuis longtemps autonome du mouvement ouvrier. Donc peu d'expériences de démarche écolo dans les syndicats mais récit de la bagarre de Sud rail contre les transports ferrés de déchets nucléaires dans les années 90.

En 98, des convois contaminés sont repérés dans une gare de triage, et le CHSCT est alerté. Seulement les salariés vont se mettre à défendre quand même le transport ferré des matières nucléaires (à raison d'un par jour à l'époque), pour maintenir les emplois dans les gares de triage. Le milieu militant a donc commencé à rencontrer la CRIRAD et le Réseau SN pour informer de la dangerosité de ces convois, émetteurs de radioactivité même sans contamination.

Sud rail développe une réaction en 2 temps : informer, et parallèlement mettre en place une formation pour les élu-es CHSCT, ce qui aboutira à une prise de position contre le nuke en 2003. Ça a quand même pris 5 ans, suite auxquels les droits de retrait ont été bien plus massivement demandés. La sensibilité à d'autres question écologues en a aussi bénéficié.

Conclusion : travail d'info et de conviction de longue haleine ; poids des appareils syndicaux (centrales rétives à introduire ce thème) ; il faut des militants pour intro ces questions de l'intérieur.

Louis-Marie Barnier, sociologue du travail

Revient sur des éléments encourageants de convergence entre pratique syndicales et écolo : « droit d'alerte environnemental » créé en 2003, et lien plus facile à faire entre santé au travail et environnement. La CES a créé un mandat commun « santé et envrnnt ».

3 axes à partir desquels cette jonction se fait :

- Depuis AZF en 2001 : le risque accompagne toujours l'expansion économique, d'où en 2003 ont été créés des comités locaux d'information réunissant CHSCT, associations de consommateurs et de riverains
- Démarche REACH obligeant à déclarer les produits, et à évaluer les dangers, mettre en avant des substituts. C'est donc aux industries et on plus aux pouvoirs publics de démontrer évaluer le bon fonctionnement des usines, d'ailleurs en 2007 les industriels ont pas mal essayé de réagir, en tâchant de construire une sorte de notion de risque acceptable (par rapport aux taux de produits chimiques dans l'air).
- Notion de désastre environnemental et donc de responsabilité des usines vis-à-vis de leur environnement extérieur suite au procès des termites à Turin.

Conclusion : la stratégie syndicale est ici d'avancer la dimension collective du travail mais au-delà du couple patron-employés, en tenant compte des habitant-es autour et de l'environnement aussi.

Didier Aubé (commission écologie de Solidaires)

Intro sur la financiarisation de l'économie qui accroît les distances entre préoccupation du profit et les autres questions. Les travailleurs sont à la fois acteurs et victimes de la production polluante. Il faut questionner la production dans son entier. Solidaires tente d'ouvrir des pistes sur la transition énergétique.

Exemple espagnol : comment le thème de l'emploi écologique est abordé avec les boîtes ?

Mettent en avant un modèle idéal contre celui par exemple des GPII (transports notamment). La réflexion sur l'emploi c'est que tous ne sont pas souhaitables, d'un point de vue tant éthique qu'écologique (certains emplois en détruisent d'autres comme le secteur de la banque par ex). Ils ont calculé qu'on pouvait créer 10 000 emplois verts, pendant qu'on peut se passer d'autres, mais le principal obstacle réside dans la redistribution des richesses.

Obtenir le contrôle de la répartition du salaire socialisé ?

Conclusions et solutions :

- que les centrales aillent contre l'opinion de leur salarié-és par la formation est un premier impératif, pour arriver à sortir des intérêts opposés entre court et long terme. Augmenter la démocratie aussi. Ne pas faire la critique de certains emplois de l'extérieur mais bien de l'intérieur d'où le rôle du mouvement syndical (pour la santé c'est pareil). Or il y a un recul de ces questions depuis l'époque de la CFDT, qui avait osé questionner le rapport entre travail humain et environnement. Les salarié-es abordent aussi différemment ces questions suivant qu'ils sont dans les services ou dans l'industrie. (GMT par exemple).
- Obtenir de nouveau un syndicalisme de masse pour sensibiliser et agir
- Revenir à un syndicalisme de transformation sociale qui interroge ce que l'on produit et comment.

Débat sur la reconversion industrielle, faut-il absolument lier cette question à celle de l'emploi ou faut-il au contraire les dissocier ?

J.....Solidaires avait proposé une reconversion sur le mode d'une régie régionale avec allocation inconditionnelle de reconversion, revendication qui est reprise par les collectifs anti gaz de schiste (proposent une négociation entre producteurs, usagers et collectivités).

Pas d'accord! réagit le décroissant Christian Suint. Pour ce travailleur forestier, les syndicats sont d'abord nés de la lutte pour l'émancipation sociale, d'où la création de coopératives ouvrières de production mais aussi de consommation, d'habitat, de lieux de socialisation. «Nous devons rompre la division artificielle creusée entre l'ouvrier et le consommateur, qui ne font qu'un» et d'appeler à «nous interroger sur comment nous fabriquons mais aussi sur qu'est-ce que nous fabriquons».

Une piste également suivie par ELA, premier syndicat basque, qui – partant d'une critique radicale du modèle capitaliste – a établi une liste d'activités économiques que le mouvement aimerait voir décroître et une de celles à encourager. Pour Ainhara Plazaola, ces emplois «socialement désirables et écologiquement acceptables» diffèrent des «emplois verts» chers au développement durable par le fait qu'ils ne devront pas seulement être créés à côté des activités humaines existantes mais les remplacer si nécessaire.

Transition écologique, transformation de l'appareil productif, reconversion industrielle, chacun est bien conscient de l'ampleur de la tâche pour un courant encore naissant comme l'écosocialisme. Pourtant, le débat doit impérativement être mené. Faut-il défendre une usine automobile au nom de l'emploi ou s'engager pour sa reconversion? «La fermeture du site – avec les angoisses inhérentes – est le pire moment pour en débattre», explique Louis-Marie Barnier.

Christian Suint abonde et appelle à s'inspirer des syndicats paysans, type Uniterre ou Confédération paysanne, dont l'activité quotidienne est imprégnée de la nécessité de changer de modèle et de quitter le productivisme.

Exemple à l'appui, le syndicaliste d'Air France plaide pour une politisation de ce débat qui dépasse les employés. «D'un commun accord, direction et syndicats avions voulu transférer la ligne Strasbourg-Paris vers le TGV, or 85% des usagers ont préféré changer de compagnie plutôt que prendre le train!»

Outre la reconversion de la production, nombre de mesures phares de l'écosocialisme impliquent de passer à l'échelle politique. Ainsi la réduction du temps de travail, qui permettra de lutter contre l'exclusion et la surproduction, ou le renchérissement du pétrole, qui doit pénaliser les délocalisations, etc.

Pour Francis Taylor, de Climat et Justice sociale, les syndicats tiennent dans cette double crise, écologique et économique, une chance de renverser la tendance, après quarante ans de défaites. «Le salarié a une profonde conscience que le système est en crise, il faut mettre des mots et des luttes sur ce sentiment.»